

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :

www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, chaussée d'Anvers 53,
1000 Bruxelles - Directeur : Wilfried Verzezen

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809



Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :

www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Antwerpsesteenweg 53, 1000 Brussel - Directeur : Wilfried Verzezen

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

185e ANNEE

N. 260

185e JAARGANG

JEUDI 8 OCTOBRE 2015

DONDERDAG 8 OKTOBER 2015

Le Moniteur belge du 7 octobre 2015 comporte deux éditions, qui portent les numéros 258 et 259.

Het Belgisch Staatsblad van 7 oktober 2015 bevat twee uitgaven, met als volgnummers 258 en 259.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion

2 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 03-41-1 du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2015 et destiné à couvrir des dépenses non structurelles concernant la sécurité, p. 63295.

Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

22 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 8 avril 2015 désignant les postes consulaires honoraires habilités à délivrer des titres de voyage provisoires, p. 63297.

Service public fédéral Intérieur

25 AVRIL 2014. — Loi visant à corriger plusieurs lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution. — Traduction allemande d'extraits, p. 63301.

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres

25. APRIL 2014 — Gesetz zur Berichtigung verschiedener Gesetze, die eine in Artikel 78 der Verfassung erwähnte Angelegenheit regeln — Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. 63301.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole

2 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 03-41-1 van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2015 en bestemd tot het dekken van niet structurele uitgaven wat betreft de veiligheid, bl. 63295.

Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

22 SEPTEMBER 2015. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 8 april 2015 tot aanduiding van de ereconsulaire posten bevoegd om noodreisdocumenten af te geven, bl. 63297.

Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

25 APRIL 2014. — Wet ter verbetering van verschillende wetten die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet. — Duitse vertaling van uittreksels, bl. 63301.

COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 19/06/2015, déposée le 09/07/2015 et enregistrée le 29/09/2015.

- hors du champ d'application :

- établissements et services organisant de manière régulière la garde d'enfants de moins de 12 ans, les crèches, les pré-gardiennats, les maisons communales d'accueil de l'enfance, les maisons d'enfants, les halte-garderies 'halte-accueil' d'urgence et en accueil flexible, les services d'accueil extra-scolaire, les services de gardiennes agréés
- les services de d'accueillantes d'enfants conventionnées et les services de garde à domicile d'enfants malades
- objet : abaissement à 55 ans du droit aux allocations crédit-temps en application de la CCT n° 118 du CNT
- exécution de la convention numéro 126902 du 27/04/2015
- durée de validité : du 01/01/2015 au 31/12/2016
- numéro d'enregistrement : 129449/CO/3320000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 29/06/2015, déposée le 30/06/2015 et enregistrée le 29/09/2015.

- objet : programmation sociale 2015-2016
- durée de validité : à partir du 01/01/2015, pour une durée indéterminée
- numéro d'enregistrement : 129450/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE WELZIJNS- EN GEZONDHEIDSECTOR

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19/06/2015, neergelegd op 09/07/2015 en geregistreerd op 29/09/2015.

- niet van toepassing op :

- instellingen en diensten die op regelmatig opvang van kinderen onder de 12 jaar, zoals de kinderkribben, peutertuinen, gemeentelijke kinderopvanghuizen, kinderkruisen, 'haltes-garderies' kortstondige noodopvangen flexibele opvang, de buitenschoolse kinderopvangcentra, de erkende diensten voor onthaalouders
- de diensten voor kinderopvang onder overeenkomst en de thuisopvang voor zieke kinderen
- onderwerp : verlaging tot 55 jaar van het recht op uitkeringen tijdskrediet in toepassing van de CAO nr. 118 van de NAR
- uitvoering van overeenkomst nummer 126902 van 27/04/2015
- geldigheidsduur : van 01/01/2015 tot 31/12/2016
- registratienummer : 129449/CO/3320000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 29/06/2015, neergelegd op 30/06/2015 en geregistreerd op 29/09/2015.

- onderwerp : sociale programmatie 2015-2016
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/2015, voor onbepaalde duur
- registratienummer : 129450/CO/1180000.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C – 2015/24164]

Actualisation de 2015 du Programme fédéral de réduction des pesticides

L'article 8bis de la Loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé (*Moniteur belge* du 11 février 1999) prévoit un programme de réduction fédéral qui doit être actualisé tous les deux ans et demi.

Cette actualisation concerne le Programme fédéral de réduction des pesticides (PFRP) pour la période 2013-2017 tel que décrit à l'annexe I de l'arrêté royal du 15 décembre 2013 relatif au programme fédéral de réduction des pesticides pour la période 2013-2017.

Sur les quarante et un actions du PFRP, seules huit nécessitent une actualisation. Les autres actions sont, soit en cours de réalisation selon le calendrier prévu, soit terminées. Le rapport d'évaluation du PFRP 2013-2017 à mi-parcours (disponible à l'adresse www.prp.be) reprends l'état d'avancement de chaque action.

Les ministres chargés de la mise en œuvre du Programme fédéral de réduction des pesticides actualisent les actions du programme 2013-2017 comme suit :

| Ref. | Objectif | Mesure | Indicateur | Délai |
|----------|---|--|---|-------|
| Fed. 2.1 | Mise en œuvre d'une procédure de détermination des produits "borderlines". | <u>Adaptation de la législation.</u> La législation relative aux ppp et aux biocides sera adaptée afin que les produits « borderlines » (ceux qui ne sont pas déclarés comme ppp ou biocides mais qui sont bien vendus à ces fins) n'échappent pas aux garanties de contrôle qu'offrent ces législations pour la santé publique et l'environnement. | Nombre de produits ayant fait l'objet de la procédure/nombre total de produits « borderlines ». | 2016 |
| Fed. 2.2 | Réduction du risque pour les utilisateurs non-professionnels de ppp (produits phyto-pharmaceutiques). | <u>Evaluer la faisabilité d'une mesure de limitation des ppp non-professionnels.</u> Cette étude visera, au moins, à définir la procédure nécessaire et à en évaluer l'impact sur le développement durable. La question d'une coordination européenne sur ce point doit aussi y être abordée. | Disposer d'une analyse de la faisabilité de ce retrait. | 2015 |

| Ref. | Objectif | Mesure | Indicateur | Délai |
|----------|--|---|--|---------------------------------------|
| Fed. 3.4 | Réédition de la brochure "... Pesticides : pas sans risques!". | <u>Réédition, impression.</u> Réédition de la brochure « Biocides et ... : pas sans risques! » afin de la mettre à jour, en collaboration avec les parties prenantes au PFRP. Impression de cette nouvelle édition. | Nouvelle brochure disponible en français, en néerlandais et en allemand. | 2016 |
| Fed. 4.1 | Développement d'une méthode pour le suivi des intoxications aiguës par les <i>ppp</i> chez les professionnels. | <u>Méthodologie.</u> La méthode à suivre pour établir en Belgique des statistiques fiables sera élaborée. L'étude recherchera notamment à exploiter les outils existants de surveillance tel que le Centre Antipoisons ainsi que, si possible, les réseaux professionnels tel que celui de la Phytolice. | Une méthode de suivi adaptée à la Belgique est établie. | 2015 |
| Fed. 4.2 | Suivi des intoxications aiguës aux <i>ppp</i> chez les professionnels. | <u>Suivi des intoxications aiguës par les <i>ppp</i> chez les professionnels.</u> Mise en œuvre de la méthode définie en Fed. 4.1 et édition de statistiques représentatives. | Disponibilité de statistiques sur les intoxications aiguës par les <i>ppp</i> chez les professionnels. | Dès 2016. |
| Fed. 5.6 | Imposer la présence de déflecteurs sur les semoirs pneumatiques à dépression pour les semences traitées par des <i>ppp</i> . | <u>Adapter la législation.</u> Les semoirs pneumatiques de graines traitées par les <i>ppp</i> doivent être équipés de déflecteurs depuis 2010. Il était prévu de renforcer la législation afin de faciliter le contrôle de cette obligation. Etant donné la complexité et la durée d'une telle procédure législative il faut prévoir deux années environ. L'action vise donc à adapter la législation pour 2016 et de mettre ensuite en œuvre des contrôles de ces appareils. | Publication d'une base légale. | 2016 |
| | | <u>Mise en œuvre des contrôles</u> en fonction de la législation. | Contrôles effectifs. | Dès la publication de la base légale. |
| Fed. 7.1 | Réduction de l'exposition aux <i>ppp</i> des habitants vivant proche des zones d'application. | <u>Etude de faisabilité de diverses mesures de réduction.</u> Pour cette matière qui concerne de nombreux utilisateurs de <i>ppp</i> , il est essentiel d'examiner la faisabilité de diverses mesures de restriction d'usage des produits avant de les imposer. Comme préalable, l'étude de faisabilité comportera, après vérification de son utilité, un inventaire et une évaluation des outils existants lors de l'agrément des <i>ppp</i> . L'étude comportera également une évaluation des situations réelles d'exposition, au moins de manière théorique. Cette étude devra envisager plusieurs possibilités d'action et disposer à leur sujet de l'avis représentatif des parties prenantes ainsi qu'une évaluation de l'impact social et économique de l'agriculture. L'étude de faisabilité sera concertée avec les Régions afin d'envisager des solutions pratiques pour prendre en compte la protection des riverains le long des zones d'épandage des <i>ppp</i> . | Disponibilité du rapport d'étude. | 2016 |

| Ref. | Objectif | Mesure | Indicateur | Délai |
|-----------|---|---|--------------------------------------|-------|
| Fed. 10.3 | Estimation de l'exposition de la population belge aux résidus de <i>ppp</i> via la consommation de fruits et légumes et du risque en résultant. | <u>Information des groupes cibles.</u> La combinaison du monitoring des résidus de <i>ppp</i> dans les aliments (Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire) avec le suivi du régime alimentaire des belges (Institut Scientifique de Santé Publique) permet d'obtenir des indices de l'exposition de la population aux <i>ppp</i> via la consommation de fruits et de légumes. Cet indice comparé à la dose journalièrement acceptable, donne une information sur le risque suite à l'ingestion de résidus de <i>ppp</i> dans les aliments habituellement mangés en Belgique. Cette étude réalisée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire sera publiée en 2016. | Publication de l'étude d'exposition. | 2016 |

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU**

[C – 2015/24164]

Actualisatie van 2015 van het Federaal reductieprogramma voor pesticiden

In artikel 8bis van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers (*Belgisch Staatsblad* van 11 februari 1999) wordt voorzien in een Federaal reductieprogramma dat om de twee en een half jaar moet worden geactualiseerd.

Deze actualisatie heeft betrekking op het Federaal reductieprogramma voor pesticiden (FRPP) voor de periode 2013-2017 zoals omschreven in bijlage I van het koninklijk besluit van 15 december 2013 betreffende het federaal reductieprogramma van pesticiden voor de periode 2013-2017.

Van de 41 acties van het FRPP dienen slechts 8 acties te worden geactualiseerd. De andere acties worden ofwel volgens de vastgestelde kalender gerealiseerd of zijn afgelopen. Het tussentijdse evaluatieverslag van het FRPP 2013-2017 (beschikbaar op het adres www.prbp.be) omvat de stand van zaken van elke actie.

De ministers belast met de implementatie van het FRPP actualiseren de acties van het programma 2013-2017 als volgt :

| Ref. | Doelstelling | Maatregel | Indicator | Termijn |
|----------|--|---|--|---------|
| Fed. 2.1 | Invoering van een vaststellingsprocedure voor de « borderlines ». | <u>Aanpassing van de wetgeving.</u> De wetgeving in verband met <i>gbm</i> en biociden zal worden aangepast zodat de « borderlines » (producten die niet als <i>gbm</i> of biocide zijn aangegeven maar wel voor die doeleinden worden verkocht) niet ontsnappen aan de controlegaranties die deze wetgevingen bieden voor de volksgezondheid en het milieu. | Aantal producten waarop de procedure van toepassing was/totaal aantal « borderlines ». | 2016 |
| Fed. 2.2 | Vermindering van het risico voor de niet-professionele gebruikers van <i>gbm</i> . | <u>De haalbaarheid van een maatregel inzake de beperking van <i>gbm</i> voor niet-professionele gebruikers evalueren.</u> Deze studie zal minstens als doel hebben om de vereiste procedure te definiëren en hiervan de impact op de duurzame ontwikkeling te evalueren. De Europese coördinatie op dit vlak moet hier ook worden behandeld. | Beschikken over een analyse van de haalbaarheid van deze intrekking. | 2015 |
| Fed. 3.4 | Heruitgave van de brochure "Ongewenste gasten in je huis of tuin?". | <u>Heruitgave, herdruk.</u> Heruitgave van de brochure « Ongewenste gasten in je huis of tuin? » zodat deze kan worden geüpdatet in samenwerking met de partijen die betrokken zijn bij het FRPP. Drukken van deze nieuwe uitgave. | Nieuwe brochure beschikbaar in het Nederlands, in het Frans, en in het Duits. | 2016 |

| Ref. | Doelstelling | Maatregel | Indicator | Termijn |
|----------|--|--|--|--|
| Fed. 4.1 | Ontwikkeling van een methode voor de opvolging van de acute intoxicaties door <i>gbm</i> bij de professionelen. | <u>Methodologie.</u> De te volgen methode om betrouwbare statistieken in België op te stellen, zal ontwikkeld worden. De studie zal gebaseerd zijn op het optimale gebruik van de bestaande toezichtsinstrumenten, zoals het Antigifcentrum en, indien mogelijk, de professionele netwerken zoals het Fytolicensie netwerk. | Er is een opvolgingsmethode die is aangepast voor België opgesteld. | 2015 |
| Fed. 4.2 | Opvolging van de acute intoxicaties door <i>gbm</i> bij professionelen. | <u>Opvolging van de acute intoxicaties door <i>gbm</i> bij professionelen.</u> Uitvoeren van de methode omschreven in actie Fed. 4.1 en opstellen van representatieve statistieken. | Beschikbaarheid van een zicht op de acute intoxicaties door <i>gbm</i> bij professionelen. | Vanaf 2016. |
| Fed. 5.6 | De aanwezigheid van deflectoren op pneumatische precessiezaaimachines voor zaaigoed dat behandeld wordt met <i>gbm</i> opleggen. | <u>De wetgeving aanpassen.</u> De pneumatische zaaimachines voor de uitzaai van met <i>gbm</i> behandeld zaaigoed moeten sinds 2010 uitgerust zijn met deflectoren. Het was voorzien de wetgeving te versterken om de controle op deze verplichting te vereenvoudigen. Gezien de complexiteit en de duur van zulke wettelijke procedure dient men hiervoor 2 jaar te voorzien. De actie is dus gericht op het aanpassen van de wetgeving in 2016 om te beschikken over een wettelijke basis om vervolgens de controles op deze toestellen te kunnen invoeren. | Publicatie van een wettelijke basis. | 2016 |
| | | Invoering van de controles afhankelijk van de wetgeving. | Effectieve controles. | Vanaf de publicatie van de wettelijke basis. |
| Fed. 7.1 | Vermindering van de blootstelling aan <i>gbm</i> van de bewoners die nabij de toepassingsplaatsen wonen. | <u>Haalbaarheidsstudie voor verschillende reductie maatregelen.</u> Voor deze materie die betrekking heeft op talrijke gebruikers van <i>gbm</i> , is het van essentieel belang om de haalbaarheid van diverse maatregelen ter beperking van het gebruik van de producten te onderzoeken vooraleer ze op te leggen. Allereerst zal de haalbaarheidsstudie, na verificatie van zijn nut, een inventaris en een evaluatie van de bestaande middelen bij de erkenning van <i>gbm</i> bevatten. De studie zal ook een op zijn minst theoretische evaluatie van de reële blootstellingssituaties bevatten. In deze studie zullen er verschillende actiemogelijkheden moeten worden overwogen en zal hiervoor het representatieve advies van de stakeholders alsook een evaluatie van de economische en sociale impact, onder andere op de landbouw, beschikbaar moeten zijn. Over de haalbaarheidsstudie zal overleg worden gepleegd met de Gewesten om te kunnen komen tot praktische oplossingen zodat de bewoners langs de zones waar de <i>gbm</i> worden verspreid, zouden worden beschermd. | Beschikbaarheid van het onderzoekverslag. | 2016 |

| Ref. | Doelstelling | Maatregel | Indicator | Termijn |
|-----------|---|---|----------------------------------|---------|
| Fed. 10.3 | Raming van de blootstelling van de Belgische bevolking aan de residu's van <i>gbm</i> via de consumptie van groenten en fruit en van het daaruit voortvloeiende risico. | <u>Informatie aan de doelgroepen.</u> De monitoring van de residu's van <i>gbm</i> in levensmiddelen (Federaal Agentschap voor Veiligheid van de Voedselketen) combineren met de opvolging van het eetpatroon van de Belgen (Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid) levert aanwijzingen op over de blootstelling van de bevolking aan <i>gbm</i> via de consumptie van fruit en groenten. Deze index die vergeleken wordt met de dagelijks aanvaardbare dosis geeft informatie over het risico naar aanleiding van de inname van residuen van <i>gbm</i> in de voeding die gewoonlijk in België wordt gegeten. Deze studie, uitgevoerd door het Federaal Agentschap voor Veiligheid van de Voedselketen, zal in 2016 worden gepubliceerd. | Publicatie van de blootstelling. | 2016 |

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09506]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms
Publication**

Par arrêté royal du 11 septembre 2015 Mlle Barbé, Victoria, née à Gand le 8 août 2014, demeurant à Merelbeke, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Veigas Barbé" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 11 septembre 2015 le nommé Ulloa Valverde, Sibú, né à Alajuela (Costa Rica) le 12 juin 2014, demeurant à Cacao de Alajuela (Costa Rica), a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Ulloa Van Cleemput" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 11 septembre 2015 le nommé Al-Gailany, Marcel, né à Bruges le 11 septembre 2011, demeurant à Deinze, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Mansi" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 11 septembre 2015 Mlle Khalidov, Jane, née à Louvain le 16 décembre 2003; et

Mlle Khalidov, Desi, née à Louvain le 23 octobre 2008, toutes deux demeurant à Herent, ont été autorisées, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de "Khalidova" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 11 septembre 2015 Mlle Izhev, Seda, née à Gand le 31 août 2012; et

Mlle Izhev, Safiya, née à Gand le 29 novembre 2014, toutes deux demeurant à Sint-Niklaas, ont été autorisées, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de "Izhieva" après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09506]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen
Bekendmaking**

Bij koninklijk besluit van 11 september 2015 is machtiging verleend aan juffrouw Barbé, Victoria, geboren te Gent op 8 augustus 2014, wonende te Merelbeke, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van "Veigas Barbé" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 11 september 2015 is machtiging verleend aan de genaamde Ulloa Valverde, Sibú, geboren te Alajuela (Costa Rica) op 12 juni 2014, wonende te Cacao de Alajuela (Costa Rica), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van "Ulloa Van Cleemput" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 11 september 2015 is machtiging verleend aan de genaamde Al-Gailany, Marcel, geboren te Brugge op 11 september 2011, wonende te Deinze, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van "Mansi" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 11 september 2015 is machtiging verleend aan juffrouw Khalidov, Jane, geboren te Leuven op 16 december 2003; en

juffrouw Khalidov, Desi, geboren te Leuven op 23 oktober 2008, beiden wonende te Herent, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van "Khalidova" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 11 september 2015 is machtiging verleend aan juffrouw Izhev, Seda, geboren te Gent op 31 augustus 2012; en

juffrouw Izhev, Safiya, geboren te Gent op 29 november 2014, beiden wonende te Sint-Niklaas, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van "Izhieva" te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.